

# Algérie : une redécolonisation est-elle possible ?

**Les choses vont mal dans tous les pays arabes dirigés d'une main de fer par des pouvoirs sans légitimité, s'accordant tous les droits et suspectant tous les «peuples» depuis les indépendances. Fichant les uns et les autres, faisant et défaisant tous les appareils, privatisant l'Etat et matraquant une société apeurée, vivant l'innommable.**

On ne peut comprendre cette situation qu'en convoquant l'Histoire. Le passage de la période coloniale à l'ère post-coloniale s'est fait sans une réelle interrogation des territoires et des structures étatiques et institutionnelles de la colonisation, reproduisant ses discours et ses pratiques. D'ailleurs, une lecture attentive des textes et des déclarations politiques donnent à constater de nombreuses similitudes entre les discours et les pratiques de la période coloniale et ceux d'après les indépendances.

Le discours colonial est marqué par la profusion de champs lexicaux de la répression et de la violence, souvent teinté de paternalisme et de mépris à l'égard d'une foule réduite à l'état primaire. «Le peuple algérien ne sait que casser, détruire...», disait, il y a quelques semaines à la télé gouvernementale, un ministre algérien, avec un mépris non dissimulé, rejoignant ainsi le discours algérianiste des années 1920. En février 1955, un responsable



Photo : Samir Sid

Nous retrouvons paradoxalement le même regard porté par les colonisés sur le corps du colonisateur, jamais nommé.

tiens avant d'être broyés par cette lame de fond mettant en cause toutes les structures en place, dénuées de légitimité.

Les autorités yéménites, soudanaises et jordaniennes tentent, elles aussi, d'entreprendre quelques replâtrages, des concessions qu'elles ont régulièrement refusées jusqu'à ces moments de contre-violence légitimés d'ailleurs par ce déni d'existence des populations.

Le gouvernement algérien se réveille subitement et annonce la levée imminente (c'est-à-dire en attente, pour le moment indéterminée) de l'état d'urgence et de libérer les médias en reconduisant, bien entendu, les mêmes hommes et les mêmes femmes, alors que le monde change et que les «peuples» exigent désormais une refondation intégrale du système politique. Partout, l'idée de la nécessité de la mise en place d'une Assemblée constituante, synonyme d'une redécolonisation de la société, gagne du terrain.

**Les situations de rente liées au jeu de la corruption favorisent l'avènement d'«intellectuels» du pouvoir, participant de toutes les zerdas-festivals organisées par le ministère de la Culture, gaspillant des dizaines de millions d'euros et des centaines de millions de dinars.**

Ce processus est désormais indispensable, surtout aujourd'hui, où le taux des populations scolarisées est relativement élevé, permettant aux uns et aux autres d'acquérir un savoir les aidant à lire les réalités politiques et culturelles et à revendiquer une place réelle dans leur société. La scolarisation et l'ins-truction, à côté de la libre information sur la Toile, sont des fac-

teurs essentiels dans l'émergence de ce mouvement que ne semblent pas comprendre les dirigeants et les polices arabes et d'Europe, pris de vitesse par l'ampleur du mouvement et la qualité des revendications.

Les choses ne seront jamais comme avant. Ainsi, plusieurs paramètres expliquent cette situation, justifient ce changement de ton des manifestants devant l'aphonie des dirigeants. Tout commence par un groupe restreint de personnes, vite considérées comme minoritaires, par les espaces médiatiques des gouvernants, puis subitement, le groupe se transforme en une incontrôlable multitude. Aujourd'hui, en Algérie, les éléments de notre analyse nous permettent de conclure à la nécessité d'une profonde refondation systémique et à la mise en place d'une constituante, succédant à la dissolution de toutes les assemblées dites élues.

1- Nécessité d'une redécolonisation : dans des pays comme le nôtre, c'est la rencontre tragique avec la colonisation qui

Par Ahmed Cheniki

de ses représentations «traditionnelles», ni interroger ces structures coloniales trop suspectes et chargées de significations tragiques. Ce qui provoque un sérieux problème et un véritable choc au niveau du fonctionnement des structures étatiques après l'indépendance, parce que, quoiqu'en disait Boumediene qui parlait sans relâche de l'édification d'un Etat qui survivrait aux hommes et aux événements, l'Etat «synchrétique» paradoxal (lieu où cohabitent deux attitudes dissemblables et peu compatibles, l'une ancrée dans la culture «autochtone», l'autre marquée par le regard occidental) caractérisait le fonctionnement de cette société, lieu et enjeu de comportements et de pratiques ambivalents.

L'indépendance acquise, les nouveaux dirigeants n'ont fait finalement que remplacer ceux qui détenaient les postes administratifs et de pouvoir de l'appareil colonial sans chercher à redéfinir les contours de cette réalité qui allait engendrer d'innombrables et tragiques malentendus. La gandoura se met à se prendre pour le costume-cravate de l'administrateur colonial.

C'est pour cette raison que l'Etat «moderne» n'est en fin de compte qu'une création charriant, entre autres phénomènes, les stigmates du discours colonial. Ainsi, la même relation de méfiance des populations à l'égard des pouvoirs est restée vivante, même après l'indépendance. Le vocabulaire utilisé par les populations suggère la présence d'un rapport d'étrangeté et d'étrangéité par rapport aux pouvoirs publics.

Le discours de certains responsables depuis 1962 pourrait être comparé à celui des autorités coloniales. Jusqu'à présent, tout pouvoir est perçu comme un espace de contrainte et de répression. Il n'est pas étonnant que les gens cultivent une sorte de méfiance par rapport aux espaces de pouvoir assimilés à des lieux où dominent corruption, passe-droit et clientélisme. Ce serait utile de consulter les déclarations de certains ministres après les dernières émeutes et les cas de torture enregistrés depuis 1962. C'est pour cette raison qu'un travail de redécolonisation est nécessaire. On pensait que la fameuse commission de réforme de l'Etat mise en place par le président actuel allait réfléchir sur la question, mais elle semble avoir ignoré les éléments essentiels d'une refondation de l'Etat et de sa redécolonisation.

(Suite en page 8)

**L'Etat est à redéfinir. Il est urgent de dissoudre toutes les assemblées et revoir complètement les différentes modalités d'élection. Ainsi, seule une assemblée constituante est à même de résoudre la question de la légitimité et de l'efficacité de ces conseils enfin librement élus. La légalité ne suffit plus.**

colonial écrivait ceci à propos du déclenchement de la guerre de Libération nationale : «C'est une poignée d'indigènes ne représentant guère l'écrasante majorité, mais il est néanmoins reconnu que l'histoire de l'Algérie renferme beaucoup de violence.» Ce qui est paradoxal, c'est la reproduction du modèle colonial où l'élément militaire et l'espace policier occupent une place prépondérante. L'Algérie, comme les autres pays arabes, obéissent à ce schéma.

Plus de cinquante ans plus tard se dessine un processus de redécolonisation qui semble atteindre tous les pays arabes, après avoir, dans un autre contexte, permis la mise en œuvre de nouvelles attitudes et l'installation de pouvoirs plus proches de leurs peuples en Amérique Latine. Ce mouvement est perceptible en Algérie, dans la relation qu'entretiennent les populations avec les pouvoirs publics interpellés par des pronoms impersonnels (*houma*, signifiant eux en français). Ce qui se passe en Tunisie et en Égypte semble passionner les foules qui se surprennent à faire un parallèle avec l'Algérie, fustigeant toute forme de répression, de corruption et de censure.

Dans les cafés, les marchés et les lieux de travail, les gens sont extrêmement fascinés par le combat des Tunisiens et des Égyptiens.

Ce qui préfigurerait dès lors d'une sorte de projection sur leur propre société, s'identifiant à la foule de ces pays, frustrés de ne pas y être. L'imaginaire incite les uns et les autres à se construire un univers où ils pourraient être les doubles des acteurs tunisiens et égyptiens.

Contrairement à ce qui se dit dans certains cercles, ayant vécu dans quelques pays arabes, je ne peux que relever de nombreuses similitudes entre l'Algérie et de nombreuses sociétés arabes, notamment la Tunisie, la Syrie et l'Égypte. Certains responsables de ce qu'on appelle communément «la coalition présidentielle», le PT et l'UGTA (ce ne sont que des sigles, tant que nous ne disposons pas de géographie électorale, compte tenu de l'absence d'élections sérieuses), prompts à célébrer une illusoire nation arabe, la rejette dès qu'il s'agit de gérer des situations délicates en n'arrétant pas de crier que l'Algérie n'est nullement la Tunisie ou l'Égypte. Cette manière de faire a déjà été pratiquée par les dirigeants égypt-